

maintenant «*pause ways*»? Où sont les 25 millions qui devaient être versés pour les houillères du Cap-Breton, les barrages que l'on devait aménager partout au pays, le service de la livraison du courrier à domicile dans les petites villes? Qu'est-il arrivé à l'étude sur le poisson que l'on se proposait de faire à Terre-Neuve, ou aux 100 millions de dollars promis pour l'aménagement de routes au Yukon—promesse qui, à propos, n'a pas eu l'effet désiré par le gouvernement le jour des élections? Ce sont là toutes des promesses qu'on avait faites mais je constate qu'on n'a pris aucune disposition pour les mettre à exécution.

● (11.50 a.m.)

Ce serait manquer à mon devoir, n'est-ce pas, que de ne point féliciter le ministre d'avoir réussi à se débarrasser des éléments budgétaires de son prédécesseur et à modifier du tout au tout les politiques de naguère, bonnes ou mauvaises. «Pauvre Canada», a écrit M. Gordon. «Pauvre Walter», dit M. Sharp. Le député de Davenport (M. Gordon) avait réduit l'impôt sur le revenu. Le ministre des Finances (M. Sharp) l'augmente. Le député de Davenport avait frappé d'une taxe de 11 p. 100 la vente des machines de production. Le ministre des Finances l'élimine timidement. Le député de Davenport fait grand état de sa Société de développement du Canada, dont le milliard de dollars devait accomplir des merveilles. Le ministre des Finances, lui, l'a complètement oubliée. Je dirais même que M. Sharp a complètement oublié M. Gordon. En moins d'un an, les libéraux ont fait volte-face. Le ministre actuel a sorti son stylet, et voilà les 60 jours de décisions remplacés par 365 jours d'incisions.

J'aimerais consigner quelques extraits qui démontrent ce qu'un certain nombre de journaux pensent de ce budget. Je citerai d'abord l'extrait d'un éditorial paru dans le *Daily Star* de Toronto le 30 mars.

Le budget de M. Sharp est une affaire forcée qui s'applique à tout le pays, sans égard aux différences régionales. Il ne tient pas compte du fait que, même si certaines régions telles que l'Ontario connaissent une expansion qui frise l'inflation, on pourrait difficilement parler d'années d'abondance dans le cas des Maritimes et de l'Est du Québec, où l'indice du chômage demeure beaucoup plus élevé que dans les provinces centrales. Dans ces régions de l'Est qui sont dans le marasme, le budget antiinflationniste pourrait être un budget de récession.

Je citerais ensuite un ou deux passages d'un article quotidien *Le Devoir* dû à la plume de M. Claude Ryan. Comme il valait mieux ne pas affliger la Chambre de mon français, je les ai fait traduire en anglais et vous en donne lecture dans cette langue.

Tout en acceptant l'optique générale de M. Sharp, on peut cependant se demander si celui-ci a

choisi les meilleurs moyens dans la poursuite de son objectif.

Dans le cas du gouvernement fédéral, on se fût attendu à une révision sévère non seulement des dépenses projetées dans le secteur de la construction, mais aussi de tout le programme de dépense du gouvernement. Au lieu de cela, M. Sharp s'est contenté d'annoncer une timide coupure de 10 p.c. dans les dépenses de construction d'Ottawa. Une coupure d'environ \$35 millions sur des dépenses globales qui friseront les \$9 milliards est évidemment une goutte d'eau dans la mer. On se demande quel effet réel une décision aussi timide pourra exercer sur les décisions des autres gouvernements et sur la marche générale de l'économie. Si le gouvernement fédéral entendait donner l'exemple, il a choisi une manière bien timide de le faire.

Et encore:

Elles ne tiennent compte, en effet, ni de la diversité des problèmes d'équipement selon les types d'industrie, ni des différents niveaux de développement industriel d'une région à l'autre.

Voici un passage intéressant:

Il y a un an, on ouvrait toutes grandes les écluses de la liberté individuelle. Le peuple allait être appelé à voter, il fallait le traiter de la manière la plus agréable possible. Un an plus tard, on revient à la situation qui prévalait avant le budget électoral de M. Gordon. Cet écart, quoi qu'il pu dire M. Sharp, ne s'explique pas entièrement par l'évolution de la conjoncture. Il s'explique aussi, dans une large mesure, par l'opportunisme du parti au pouvoir. On revient maintenant à une saine austérité, car on n'a plus peur de l'imminence d'une élection prochaine.

Je crois devoir consigner au compte rendu la conclusion de cet éditorial—

On a malheureusement négligé d'inciter les Canadiens à investir dans leur propre avenir: c'est peut-être pousser un peu trop loin la prudence à court terme.

Ces deux éditoriaux brossent un tableau concis de l'inefficacité du budget par lequel on cherche à duper le Canada. Je félicite le ministre d'avoir accepté au moins quelques éléments du programme du parti conservateur progressiste. Naturellement, il est encourageant pour un parti politique de voir ses adversaires adopter quelques éléments de sa «politique conçue pour le peuple». Je parle de l'annonce faite par le ministre de l'Agriculture concernant le prix de \$4 par les cent livres de lait industriel, mesure qui figurait évidemment à notre programme. Je songe aussi à la décision de considérer la potasse extraite par voie de solution de la même façon que tout autre minerai, aux fins de l'imposition. Cela faisait aussi partie de notre programme. Pourquoi a-t-on attendu si longtemps? Maintenant que le Parlement compte un nouveau sénateur pour cette province, le gouvernement pourra se tenir au courant des besoins des gens de cette région. C'est une décision importante pour la Saskatchewan.

La taxe de vente de 11 p. 100 a été supprimée dans le cas d'une certaine catégorie d'instruments de production, comme les